

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



GCA LOGISTICS MARSEILLE

Quartier des Gabelles
Montée des Pins
13340 ROGNAC

Références : SS/JD-D-0037-MRT-2023
Code AIOT : 0006401003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement GCA LOGISTICS MARSEILLE implanté Quartier des Gabelles Montée des Pins 13340 ROGNAC. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS MARSEILLE
- Quartier des Gabelles Montée des Pins 13340 ROGNAC
- Code AIOT : 0006401003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GCA LOGISTICS MARSEILLE exploite une plateforme logistique ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux (pneumatiques usagés) sur la commune de Rognac, conformément à l'arrêté préfectoral du 1er juin 2018. Un projet d'augmentation des volumes de traitement de pneumatiques est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dossier d'autorisation en cours d'instruction – mise en oeuvre des mesures annoncées dans le dossier;
- IED / respect de certaines MTD;
- gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 14/10/2022, article L.541-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DDAE / Etude d'impact	Dossier du 01/12/2020, article 6.2	/	Sans objet
2	DDAE / Etude de dangers	Dossier du 01/12/2020, article 8.3.3	/	Sans objet
3	DDAE / Etude de dangers	Dossier du 01/12/2020, article 8.3.4	/	Sans objet
4	DDAE / MTD 5	Dossier du 01/12/2020, article 7.1	/	Sans objet
5	DDAE / MTD 19	Dossier du 01/12/2020, article 7.1	/	Sans objet
6	DDAE / MTD 21	Dossier du 01/12/2020, article 7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que le site n'est pas exploité dans le strict respect de la réglementation, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets. A ce titre, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant au titre du L.541-3 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DDAE / Etude d'impact

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des effets directs et indirects de l'installation sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Eaux pluviales: Dans le but de traiter les eaux pluviales du site et les eaux de lavage des citernes et des silos chargés en matière en suspension et afin de compenser les surfaces imperméabilisées, recueillir les hydrocarbures, les matières flottantes, GCA a implanté deux ouvrages de traitement des eaux au niveau de chaque bassin de collecte. Les deux bassins sont ouverts en permanence. Néanmoins, ils disposent chacun d'une vanne de fermeture (dispositif d'obturation) permettant d'assurer le confinement lorsque les eaux susceptibles d'être polluées y sont portées (ex : eaux incendie). Ce dispositif est maintenu en état de marche et son entretien préventif est défini par consigne. L'actionnement de ces vannes de fermeture est défini par consigne.
Constats : - les deux bassins sont visibles; - les vannes de fermeture sont identifiées; - une consigne définit les modalités de contrôle et d'entretien de ces dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : DDAE / Etude de dangers

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de prévention et de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : PROCEDURES ET CONSIGNES Toutes les opérations réalisées par le personnel se font par le biais ou selon les documents suivants : - procédures, - instructions, - modes opératoires, - consignes particulières (sécurité, incendie), - fiches de données de sécurité des produits, - plans d'évacuation. Les plans d'évacuation sont affichés en plusieurs endroits du site et indiquent les numéros utiles et la conduite à tenir en cas d'incendie, de fuite de produit chimique ou d'accident/malaise. Les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc.) font l'objet de consignes écrites tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais explicite, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, pollution des eaux, etc.).
Constats : - des procédures et consignes comprenant l'ensemble des éléments sont établies et tenues à jour régulièrement. Elles ont été communiquées lors de l'inspection; - un exercice incendie est programmé en novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DDAE / Etude de dangers

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures visant à limiter les risques et les effets d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte incendie Le site est équipé des moyens de lutte incendie suivants : <u>Robinets d'Incendie Armés (R.I.A)</u> : Des RIA sont implantés dans les bâtiments 1 à 6. Sur demande du SDIS, des RIA dopés mousse ont été implantés dans le bâtiment 6. A noter que l'exploitant prendra toutes les mesures pour que les RIA soient utilisables en période de gel. <u>Extincteurs</u> : Des extincteurs appropriés aux risques présents sont répartis sur l'ensemble du site en des endroits facilement accessibles. <u>Poteaux incendie internes et externes</u> : Le site dispose de 11 poteaux incendie répartis à proximité des bâtiments.
Constats : Les moyens incendie sont visibles. Les RIA ont été vérifiés en mai 2022, les extincteurs en janvier 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : DDAE / MTD 5

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conclusions générales sur les MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Établir et mettre en oeuvre des procédures de manutention et de transfert des déchets afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets. Ces procédures sont destinées à garantir la manutention des déchets et leur transfert en toute sécurité vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Elles impliquent : <ul style="list-style-type: none"> • Une réalisation par un personnel compétent • Une description et validation avant exécution et une vérification après exécution • Des mesures pour éviter, détecter et atténuer les déversements accidentels • Des précautions en rapport avec le fonctionnement et la conception de l'unité, lors de l'assemblage ou du mélange des déchets
Constats : - le personnel est formé régulièrement; - le stockage des déchets de pneumatiques est réalisé sur une dalle étanche raccordée à un système de collecte et de traitement des eaux de ruissellement de la plateforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : DDAE / MTD 19

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conclusions générales sur les MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Appliquer une ou plusieurs techniques indiquées afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'eaux usées et d'éviter, si cela est possible, les rejets dans le sol et les eaux (cf. 1.5, tableau MTD19): a. Gestion de l'eau b. Remise en circulation de l'eau c. Surface imperméable d. Techniques destinées à réduire la probabilité et les conséquences de débordements et de défaillance des cuves et conteneurs e. Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets f. Séparation des flux d'eaux g. Infrastructure de drainage appropriée h. Conception et maintenance permettant la détection et la répartition des fuites i. Capacité appropriée de stockage tampon
Constats : - les eaux pluviales de voirie sont dirigées vers des dispositifs de traitement type séparateur d'hydrocarbures; - le site peut être mis en rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : DDAE / MTD 21

Référence réglementaire : Dossier du 01/12/2020, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conclusions générales sur les MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de gestion des accidents (cf. MTD1), appliquer la totalité des techniques indiquées dans le cadre de la gestion des accidents et incidents afin de les éviter ou d'en limiter les conséquences environnementales (cf. 1.6, tableau MTD21) : a. Mesures de protection b. Gestion des émissions accidentelles/fortuites c. Système d'évaluation et d'enregistrement des incidents/accidents
Constats : - Les mesures de prévention et de protection sont mises en oeuvre sur le site; - Des mesures contre les déversements de produits polluants sont mises en place, avec notamment des aires étanches, la mise en rétention du site en cas d'incendie, des produits absorbants à disposition, des consignes affichées; - Un enregistrement journalier des incidents / accidents sur la chaîne de broyage est effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2022, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. « Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. « Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Concernant le registre des déchets sortants, l'exploitant n'a pas fourni les justificatifs demandés lors de l'inspection, notamment pour s'assurer que les entreprises réceptionnant des déchets de GCA sont bien autorisées à prendre en charge ce type de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois